

Chronique

INTERNATIONALE

160 millions pour tuer

Lucien Gauthier

Ce 12 juillet, l'Assemblée nationale va voter la poursuite de la guerre en Libye. D'ores et déjà, le PS a annoncé qu'il voterait pour... Au moment où les mêmes disent que la question clé est celle de la réduction des déficits publics, les dépenses pour la guerre ne posent aucun problème. Selon les chiffres du ministère du Budget, ce sont déjà 160 millions d'euros qui ont été dépensés pour la guerre en Libye, tandis que les suppressions de postes dans la fonction publique, chez les enseignants, s'accroissent ! Il y a quatre mois, le gouvernement avait déclaré intervenir en Libye pour « protéger les populations civiles ». Puis, Alain Juppé déclarait que l'objectif était la chute de Kadhafi. Des conseillers militaires français et britanniques encadrent « les troupes rebelles », tandis que l'aviation française leur

largue des armes... Il y a deux jours, des négociations étaient ouvertes entre les représentants français et l'entourage de Kadhafi pour trouver une solution négociée. Le ministre de la Défense, Gérard Longuet, a même déclaré que

l'on pouvait envisager que Kadhafi reste (à une autre place). On est bien loin de la protection des populations civiles et beaucoup plus près de la défense de « l'ordre » de l'exploitation et du pillage des richesses de la Libye. Pendant ce temps, chaque jour, des dizaines de civils meurent sous les bombes. Et puis, il y a la Syrie. Alors que le peuple manifeste contre le régime, qui n'hésite pas à réprimer sauvagement, le gouvernement refait le coup de la défense des populations civiles et menace la Syrie. Celui qui a servi d'intermédiaire entre Sarkozy et le prétendu gouvernement des rebelles à Benghazi, Bernard-Henri Lévy, a organisé un meeting de soutien à l'opposition syrienne. Las... De nombreux opposants syriens ont manifesté devant la salle où BHL pérorait comme à son habitude, dénonçant ce triste personnage et rappelant qu'il soutenait la politique du gouvernement israélien, qui occupe toujours une partie du territoire syrien, le Golan. Ils déclaraient refuser d'être instrumentalisés par BHL. Ni le peuple libyen ni le peuple syrien n'ont besoin de « l'aide » des gouvernements des grandes puissances qui ne songent qu'à les asservir. Arrêt immédiat des bombardements !

L'événement



Tunisie : répression contre les jeunes demandeurs d'emploi, à Kasserine.

Photo DR

L'insécurité à Kasserine est organisée pour tenter d'empêcher les jeunes et les travailleurs de se mobiliser

Les 'programmes' des partis : aucun lien avec les besoins du peuple

Entretien avec un enseignant de Kasserine, militant du syndicat de l'enseignement primaire

Quelle est la situation à Kasserine ?

Les citoyens de Kasserine font face aujourd'hui à la situation la plus dangereuse, du point de vue de leur sécurité, de tout le territoire tunisien, surtout devant le laisser-faire du gouverneur. Laisser-faire qui n'est qu'apparent, parce que ce gouverneur, qui est un militaire de haut rang, a constitué de véritables bandes dans la principale cité populaire de Kasserine, la cité Ezzouhour — il faut savoir que la cité Ezzouhour est celle qui a payé le plus lourd tribut en martyrs tombés pendant les journées sanglantes de décembre 2010 et janvier 2011 —, et qui agissent en toute impunité sous couvert de l'encouragement des jeunes à rejoindre les « chantiers du travail » ouverts par le gouverneur, pour 230 dinars tunisiens (soit 110 euros). Ces bandes ont pour mission de recruter des jeunes par milliers et de former une véritable armée qui se dresse contre toute initiative syndicale pour un règlement réel de la question du chômage. Ainsi, chaque fois que les jeunes chômeurs s'organisent pour revendiquer l'examen de leur situation, les milices du gouverneur interviennent pour s'opposer à eux par les menaces de répression et de violence. Surtout si ces mobilisations ont pour cible le gouverneur. Il y a quelques semaines, une marche de protestation devait partir des locaux de l'UGTT de Kasserine. Les bandes du gouverneur sont intervenues et ont menacé de mettre la ville à feu et à sang si la marche était maintenue. De ce fait, les citoyens, les militants syndicalistes craignent aujourd'hui que leurs initiatives pour revendiquer la solution du chômage et le développement de leur région totalement abandonnée par le pouvoir politique ne soient le prétexte à des actions de sabotage et de vandalisme, voire de meurtre. De même, certains entrepreneurs ont dû enterrer les projets qu'ils comptaient développer dans notre région parce que le gouverneur lui-même les a mis en garde contre l'absence des conditions de sécurité. Il est ainsi à la source des problèmes de l'insécurité, qu'il brandit pour éloigner les entrepreneurs de notre région.

Les agissements du gouverneur sont-ils le fait d'une orientation politique dictée par le gouvernement ?

Le gouverneur est un militaire, et, de ce fait, il n'est pas apte, par sa formation même, à gérer et administrer les affaires publiques, les dossiers de la société civile. Surtout dans une région comme Kasserine, qui souffre de façon critique de l'absence de tout projet de développement économique. Le chômage, et particulièrement le chômage des jeunes, est très élevé.

Kasserine compte des dizaines de milliers de jeunes diplômés universitaires au chômage ; un chômage qui dépasse le taux de 40 %.

D'ailleurs, la plupart des jeunes diplômés de Kasserine savent très bien, et ce dès leurs études universitaires, que l'obtention de leurs diplômes ne représente aucune garantie d'emploi futur.

C'est ce qui pousse certains jeunes vers la contrebande, surtout que notre région est frontalière.

Tous les citoyens de Kasserine sont conscients du fait que le gouverneur représente, avec ses milices et son total laisser-faire en ce qui concerne la sécurité des citoyens, une menace et un danger réels. C'est ce qui conduit aujourd'hui, comme à Metlaoui, à provoquer les affrontements tribaux. Ainsi, au lieu de traiter le problème du chômage, qui est la source principale de toutes les difficultés que connaît notre région, et de mettre en place des structures et des outils pour le résoudre, le gouverneur ne fait qu'alimenter l'insécurité.

Non seulement l'emploi est absent, mais tous les projets d'aménagement, y compris jusqu'à l'éclairage public totalement détérioré, sont également absents.

Quelle est la position du gouvernement par rapport à la situation que tu décris ?

Je crains que le gouverneur ne soit que le simple exécutant des orientations et des choix du gouvernement, surtout que nous retrouvons les mêmes ingrédients et les mêmes dispositions prises par les autorités régionales à Metlaoui comme à Sbeitla dernièrement. Notre région, notre pays ont besoin d'un gouvernement qui agisse pour résoudre la crise de l'emploi et non d'un gouvernement qui organise l'insécurité et qui se plie aux exigences de l'Union européenne et du FMI.

Quelle est la position de l'union régionale de l'UGTT de Kasserine ?

Je tiens tout d'abord à dire que je suis un militant de longue date de l'UGTT et que je suis attaché à la préservation et à la défense de mon organisation syndicale, qui a été le rempart de la classe ouvrière contre toutes les attaques auxquelles elle a fait face depuis la veille de l'indépendance.

Et c'est parce que je suis attaché à la défense et à la protection de l'UGTT que je dis que le secrétaire de l'union régionale de l'UGTT de Kasserine, qui est un personnage intimement lié au régime de Ben Ali et au RCD, se dresse aujourd'hui comme un obstacle sérieux contre les mobilisations syndicales et agit de ce fait pour renforcer les attaques anti-ouvrières menées par le gouverneur. Le secrétaire de l'union régionale de l'UGTT de Kasserine, comme précédemment le secrétaire de l'union régionale de Gafsa, le mal nommé Amara Abassi, doit être écarté de toute responsabilité syndicale, parce qu'il est l'homme de main d'une politique contre laquelle s'est dressé tout le peuple tunisien.

Les syndicats de base agissent et militent aux côtés des citoyens, des travailleurs et des chômeurs, et c'est tout le contraire de ce que fait le secrétaire général de l'union régionale de Kasserine, qui n'est pas du tout éloigné des positions du RCD.

Il faut que notre organisation syndicale soit débarrassée définitivement de tels individus.

Et le débat politique pour l'Assemblée constituante ?

Les principaux partis politiques ont organisé des réunions à Kasserine pour présenter leurs programmes politiques, mais ces programmes politiques ne sont que des mots creux qui n'ont aucun lien avec les revendications des citoyens, des travailleurs et des chômeurs.

Un peu comme s'ils se situaient sur une autre sphère et que les élections qu'ils préparent n'avaient pas à poser de telles questions.

En tant que syndicaliste, je formule la question suivante : ne faudrait-il pas que l'UGTT, la seule voix pour les travailleurs de ce pays, présente ses propres listes avec un projet politique pour l'Assemblée constituante qui prenne racine dans les revendications du peuple tunisien ?

"Je suis militant de l'UGTT de longue date et attaché à sa défense"

(Un enseignant de Kasserine)

ÉGYPTE

De nouveau, la place Tahrir envahie par le peuple

Vendredi de la colère et de la détermination, ce 8 juillet 2011 a vu les Égyptiens manifester par centaines de milliers, dans la plupart des gouvernorats du pays. Ils rejoignent souvent les familles des victimes qui occupent depuis plusieurs jours le cœur de leur ville, comme au Caire la place Tahrir.

Correspondant

Fait nouveau, dans cette mobilisation, une des plus fortes depuis la chute de Moubarak, la rage des familles, qui se sentent bafouées, humiliées par la libération d'officiers coupables d'avoir tué leur fils, leur frère, leur sœur ou un parent, est venue s'ajouter à la détermination des travailleurs, des ouvriers, des employés, des professeurs d'Université, en grève et en sit-in pour leurs revendications et pour l'épuration des directions corrompues. Ils n'ont jusque-là obtenu que des réponses dilatoires. Alors, des heures durant, des milliers de manifestants vont scander : « *Le peuple veut la chute du maréchal* » (Tantaoui, qui préside le Conseil suprême des forces armées [CSFA] auquel Moubarak a remis le pouvoir avant de démissionner — NDLR), « *Le peuple veut la chute du régime* ».

Au Caire, les entrées de la place sont contrôlées par des comités qui vérifient les identités et fouillent les entrants. Des banderoles demandent un salaire minimum et « *Pas de tribunaux militaires !* ». D'autres réclament le « *jugement des figures de la corruption* ». Une pancarte du Parti démocratique des travailleurs affiche : « *A bas la loi antigève du CSFA et du gouvernement Charaf !* ». Des centaines de jeunes portent un drapeau égyptien long de plusieurs dizaines de mètres et scandent : « *C'est une nouvelle partie qui commence, mais c'est le même gang qui règne. L'armée est à nous, mais pas le Conseil suprême des forces armées. Le peuple demande la chute du régime.* »

Vers 13 h 30, des cortèges arrivent sur la place sous les applaudissements. Celui de la Fédération indépendante des syndicats comprend notamment les membres du syndicat indépendant des collecteurs des taxes foncières, les techniciens de la santé et le nouveau syndicat indépendant de l'Autorité des transports publics du Caire. Un des fondateurs de la fédération, Kamal Abou Aita, annonce que tous les syndicats indépendants participeront au sit-in-occupation illimitée de la place Tahrir. La fédération des syndicats égyptiens, liée au régime, a annoncé quant à elle qu'elle ne serait partie prenante ni des manifestations ni des sit-in. Dans la rue Talaat Harb, qui conduit à la place Tahrir, une délégation des ouvriers de l'Autorité du canal de Suez défile fièrement. Ils sont en grève depuis plus de trois semaines. L'essentiel des ouvriers des compagnies du canal sont dans les manifestations à Suez, Ismaïlia et Port-Saïd, mais ils veulent aussi être représentés place Tahrir. Un cortège d'un millier de professeurs d'Université arrive en scandant des mots d'ordre contre les brutalités policières.

« *Nous voulons une Université indépendante et le Parti national démocratique (PND) dehors !* », « *Le peuple demande le nettoyage de l'Université* », clament-ils. Ils demandent l'organisation d'élections libres et l'épuration des universités des membres de l'ancien PND et de la Sécurité d'Etat.

Dans plusieurs universités, dont celles du Caire et de Ain Chams, ils ont démarré un sit-in le 4 juillet pour obtenir le remplacement de leurs présidents nommés par Moubarak.

La Confrérie des frères musulmans, qui avait annoncé en début de semaine son intention de ne pas participer à la journée, a changé d'avis. Elle y a appelé, tout en précisant qu'elle s'en retirerait à 17 heures et ne participerait à aucun sit-in. A minuit, des manifestants scandent : « *Nous ne partons pas. CSFA, vous, partez !* »

A Alexandrie, plusieurs milliers manifestent et un sit-in s'organise sur la place Saad Zaghloul. A Suez, ils sont des milliers qui affluent, place Arbaeen.

A Port-Saïd, un sit-in a commencé sur la place Al-Mancheia le 8 juillet.

Dans le delta, à Mahalla Al-Kobra, dans le gouvernorat d'El-Gharbiya, les syndicats indépendants de la plus importante entreprise textile du pays ont lancé un appel à tous les salariés des entreprises publiques d'Égypte à participer aux manifestations pour la satisfaction des « *objectifs de la révolution* », pour la justice sociale et les droits, pour le salaire minimum de 1 200 livres (140 euros) et pour un salaire maximum, pour l'évolution des salaires en fonction des prix.

A Tanta, dans le delta, les manifestants se sont rendus au siège du gouvernorat et ont scandé : « *Nous en avons assez de l'injustice !* »

A Damiette, dans le delta, des centaines ont défilé en scandant des slogans contre le gouvernement.

En Haute-Égypte, à Louxor, 2 000 manifestants ont défilé sur les quais du Nil ; à Assiout, Sohag, Nag Hammadi, des centaines ont manifesté.

A Qéna, c'est aux cris de « *Les vestiges de l'ancien régime sont toujours au pouvoir* » et « *Dehors le Conseil des forces armées !* » que des centaines ont manifesté.

A Charm El-Sheikh, des centaines de personnes manifestent devant l'hôpital où Moubarak est détenu en attendant l'ouverture de son procès, le 3 août. Elles demandent son départ et son transfert dans une prison. Tandis que l'occupation-sit-in de la place Tahrir continuait samedi 9 juillet, le Premier ministre, Charaf, annonçait à la télévision la suspension des policiers responsables d'avoir tué des manifestants et une accélération des jugements des corrompus. Pas un mot sur l'arrêt des tribunaux militaires, pas un mot sur le salaire minimum, pas un mot sur l'abrogation de la loi antigève et antisit-in. En colère, des milliers ont afflué place Tahrir aux cris de « *Charaf démission !* ».

Ce même 9 juillet, les retraités manifestaient avec leur syndicat indépendant sous les fenêtres de Charaf. ■

“Dehors le Conseil des forces armées !”



Photo DR Place Tahrir.

International

EUROPE

Crise de la dette, crise de l'Union européenne : un train peut en cacher un autre

François Forgeue

Le *Financial Times* daté du 1^{er} juillet publie un article de Jeffrey Sachs (de Goldman Sachs), qui annonce : « *La Grèce peut être sauvée : voilà comment le faire.* » Cette prédiction, en apparence optimiste, procède du fait que pour Jeffrey Sachs, on ne saurait accepter une restructuration de la dette grecque équivalant à l'acceptation d'une faillite. « *Personne ne peut garantir pouvoir contrôler un défaut de paiement dans le système financier mondial actuel (...). La contagion toucherait d'autres pays, provoquerait des conflits politiques en Europe (...). Une dislocation de l'euro ne saurait alors être exclue.* »

Jeffrey Sachs n'en tire aucune conclusion qu'il faille desserrer l'étau qui se referme aujourd'hui sur le peuple grec. Au contraire, il dit : « *La Grèce doit maintenant s'ajuster* » pour compenser le fait qu'elle « *a surdépendé et suremprunté* ». Dans le même journal, le 5 juillet, Martin Jacomb, ancien recteur de l'université de Buckingham, titre son article : « *La Grèce n'a pas d'avenir au sein de l'euro-zone.* » Il écrit notamment : « *La détresse dans les pays périphériques de l'euro est profonde et se poursuivra. Sa pire expression est le chômage, en particulier celui des jeunes, qui conduit inévitablement à la menace de troubles. Là est le coût humain d'une mauvaise gouvernance de l'euro combinée avec des emprunts imprudents (...). Cette conclusion était aisément prédictible il y a douze ans, lorsque l'euro entra en vigueur. L'euro a donné aux pays de*

la périphérie un niveau de vie supérieur à leurs moyens et en même temps leur a ôté tout moyen de rectifier cette situation par une dévaluation. » Que faut-il faire ? « *Retrouver la compétitivité, ce qui implique une réduction temporaire du coût du travail et des conditions d'existence.* » Comme on le voit, Martin Jacomb, comme tous les autres commentateurs qui cherchent une solution dans le cadre du respect du profit capitaliste, est d'accord sur le fait qu'il faut liquider les conquêtes ouvrières et faire baisser le niveau de vie. Mais pour lui, cela n'aura de résultat positif qu'en acceptant « *le démantèlement de l'euro, (qui) est la solution la moins mauvaise* »,

“La contagion toucherait d'autres pays, provoquerait des conflits politiques en Europe”

(Jeffrey Sachs, *Financial Times*, 1^{er} juillet)

Que disent, de leur côté, les commentateurs américains ? Dans l'*International Herald Tribune* daté du 2 juillet, un long article est intitulé : « *Les responsables européens se précipitent pour étouffer les flammes de la crise de la dette.* »

L'article se conclut sur l'Italie : « *L'agence Standard and Poor's a déclaré que l'économie italienne — la troisième en importance de la zone euro, après celle de l'Alle-*

magne et de la France — ne connaissait pas une croissance lui permettant de garantir ses dettes (...). Si la crise éclatait en Italie, cela constituerait un problème majeur pour toute la zone euro. Les banques européennes sont créancières à l'égard de l'Italie six fois plus qu'elles ne le sont vis-à-vis de la Grèce. L'Espagne représente une menace à peu près équivalente. »

L'article ajoute que « *les banques américaines sont les plus vulnérables à l'explosion d'une crise en Italie. Ces banques sont impliquées pour environ 270 milliards d'euros dans le cas de l'Italie et pour 179 milliards dans le cas de l'Espagne.* »

On comprend, dans ces conditions, que l'un des principaux journalistes financiers, Gideon Rachman, collaborateur régulier du *Financial Times*, intitule le 5 juillet sa chronique : « *L'Amérique et l'Europe sombrent ensemble.* »

Il écrit : « *L'idée que l'Europe et les Etats-Unis représentent deux faces d'une même crise a été lente à s'imposer parce qu'on se plaisait à ne souligner que les différences entre le “modèle européen” et celui des Etats-Unis (...).* »

Pourtant, les similarités entre les dilemmes auxquels les uns et les autres font face sont plus importantes que les différences : une dette qui ne cesse de grandir, une économie faible, la crainte du futur et l'impasse politique.

Aux Etats-Unis, la lutte pour contrôler les coûts de la Sécurité sociale et de Medicare paraît bien familière aux dirigeants européens qui veulent aussi réduire les dépenses des retraites et de la protection de la santé. ■

ÉTATS-UNIS

Impasse et manœuvres sur le plafond de la dette laissent percer... “une petite inquiétude” (sic)

L'impasse est totale à Washington dans les discussions sur le relèvement du plafond de la dette de l'Etat fédéral américain.

« *Si un accord (entre les démocrates et les républicains — NDLR) pour stopper la croissance de la dette n'est pas trouvé d'ici au 2 août, l'Amérique pourrait connaître un défaut de paiement* », s'inquiète un économiste du fonds Euro Pacific Capital.

« *Mais ça ne se voit pas en regardant le marché de la dette. Il semble que tout le monde est convaincu que les Etats-Unis ne renieront jamais leurs obligations et que démocrates et républicains trouveront un accord avant la limite* », ajoute-t-il.

« *En y regardant de près, certains signes traduisent une petite inquiétude*, observe cependant l'AFP (8 juillet). *Le coût pour s'assurer contre un défaut de paiement des Etats-Unis (via les CDS, “Credit Default Swaps”) a nettement augmenté à partir du moment où Washington a touché le montant de dette autorisé, 14 294 milliards*

de dollars, le 16 mai, et continue à gonfler au rythme du déficit budgétaire, qui doit s'afficher cette année à 1 600 milliards. »

« *Il y a une certaine incertitude pour savoir dans quelle direction évoluent les choses*, s'inquiète un analyste de Barclays Capital. *Le scénario catastrophe n'est pas sûr.* »

“Washington a touché le montant de dette autorisé, 14 294 milliards de dollars, le 16 mai”

Mais l'angoisse, elle, augmente chaque jour. »

C'est un fait. En même temps, toute cette dramatisation vise à faire pression sur Obama, les démocrates et l'opposition républicaine pour

qu'ils accélèrent la mise en œuvre contre la classe ouvrière des mesures draconiennes qu'exige l'abaissement du niveau de la dette.

C'est ainsi que le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a insisté pour que les deux parties se mettent d'accord cette semaine ou au plus tard avant la fin de la semaine prochaine sur les grandes lignes d'un « *compromis* ».

La nouvelle directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, a mis en garde contre les conséquences d'un défaut de paiement à Washington.

« *Si l'on déroule le scénario complet d'un défaut de paiement, oui, évidemment, on obtient (...) des hausses de taux d'intérêt, des contrecoups énormes sur les Bourses et des conséquences véritablement déplorables, pas simplement pour les Etats-Unis, mais aussi pour l'économie mondiale dans son ensemble* », a-t-elle déclaré à ABC.